

Les pionniers de la foresterie

Propos recueillis par Mylène Moisan

ANDRÉ DUCHESNE



« Mon amour de la forêt, ça remonte à quand j'étais dans les scouts ! »

SHFQ: Quel est le premier souvenir lié à la forêt? Comment est venue la passion de l'arbre?

AD: Je suis un gars de la ville. Le gazon devant chez nous était grand comme ça avec une petite clôture. Le premier arbre, ils l'ont planté dans un trou dans le trottoir. Non, j'étais dans les scouts un moment donné et c'est ça qui m'a fait aimer la forêt, c'est pour ça que j'ai abouti là. J'avais le choix entre génie électrique et même mécanique.

SHFQ: À cette époque-là, à quoi ça ressemblait? Qu'est-ce qu'on enseignait?

AD: On parlait d'aménagement polyvalent. On a changé les mots, mais ça se ressemble encore. On avait une atmosphère très familiale. Ce n'était pas une machine à produire des ingénieurs. Pas de cours à l'extérieur de la faculté, ça faisait une espèce d'unité. Quand on a gradué, on était en train de décider de révoquer les concessions, que le gouvernement allait prendre le contrôle des forêts pour le bien de la collectivité. Hum... Une forte majorité de mes confrères sont allés au gouvernement. Sur 28, je pense qu'ils en ont embauché 18.

SHFQ: Vous avez fait le choix du privé?

AD: Je suis allé en génie-conseil avec une grosse firme. Et je voulais faire une maîtrise parce que je trouvais que le nerf de la guerre, c'était l'aspect socioéconomique et c'était négligé. Il y avait deux économistes forestiers au Québec, Jean-Paul Nadeau et un autre. Je trouvais qu'il y avait un beau créneau. Mon employeur m'a dit : « Tu ne peux pas travailler et faire une maîtrise en même temps. » Donc, j'ai démarré le cours de technique forestière au cégep de Sainte-Foy et j'ai entamé une maîtrise à l'Université Laval. Jean-Paul Nadeau s'est vu refuser le droit de venir enseigner alors, à la faculté. Ils étaient un peu mal à l'aise et ils m'ont payé une bonne bourse pour que j'aie à Syracuse. Aujourd'hui, il se ferait poursuivre pour ça. À Syracuse, je n'ai jamais eu mon diplôme, parce qu'on a eu une querelle à la fin.

SHFQ: De quelle nature?

AD: Sur le contenu de ma thèse. On avait convenu que ça devait être concret. J'ai travaillé sur les feux de forêt des Territoires du Nord-Ouest pour établir des processus décisionnels pour accorder la priorité

aux feux. Parce que là-bas, il arrive parfois cent feux en vingt minutes, dispersés sur un territoire grand comme le Québec. J'ai élaboré une procédure qui est encore utilisée à ma connaissance. Quand j'ai défendu ça devant le comité, ils m'ont dit : « Où est ta théorie ? » Je leur ai donné le livre et dit : « Elle est là-dedans. » Ça s'est fini là.

SHFQ: En 1974, vous faites le choix de l'industrie avec la Reed. Comment ça se passait ?

A.D.: À Forestville, c'est là que j'ai commencé à voir vraiment le contexte dans lequel on opérait. Aujourd'hui, je vois les changements énormes. Forestville, c'était une concession forestière. Sur l'environnement, j'ai eu une querelle épique avec un propriétaire de débusqueuse, qui faisait son changement d'huile et qui versait ça dans l'eau. Mon gérant m'a soutenu. Aujourd'hui, c'est des amendes par-dessus la tête. Les grands mots, comme « écosystémique », n'existaient pas encore, mais on visait une utilisation responsable à long terme. Ceux qui pensaient, ils sortaient un peu de la foule. C'est remarquable de voir aujourd'hui comment les gens ont une autre attitude en forêt. Je ne dis pas qu'ils trouvent tous ça drôle, il y en a pour qui ça demeure un problème, par rapport à l'augmentation des coûts. Parce que l'industrie était riche, on l'a chargée d'à peu près tous les coûts de production et de protection des autres ressources. Mais les autres utilisateurs, on ne leur a jamais demandé de faire leur part équitable. Aujourd'hui encore, plusieurs s'imaginent que ça leur est dû, que c'est gratuit. Que ça doit être gratuit. Et quand la compagnie s'en va, on demande au gouvernement de payer. C'est un problème économique et social.

SHFQ: Comment ça se règle ?

A.D.: Un bout de temps, je pensais que c'était par l'éducation ! (rire) la difficulté vient de ce contexte au Québec où on se fie sur le gouvernement. Cette mentalité en forêt fait que certains souhaitent la création d'une agence qui ferait la récolte de tous les bois et les vendrait aux usines. Autant je suis d'accord qu'on est rendu à une séparation de l'usine et de la forêt, autant une agence gouvernementale pour faire ça, c'est aberrant. Ça ne tient pas debout.



Camp mobile pour l'inventaire forestier de E. B. Eddy, au nord de Parent en 1965.

SHFQ: Est-ce que cette mentalité-là était présente à l'époque ?

A.D.: Non. Au moment des concessions forestières, on était encore, d'une certaine façon, un pays en voie de développement. Il faut comprendre que c'est comme ça que les pays en voie de développement obtiennent des revenus, en octroyant de grands pans de la forêt aux industries. Ça, ça fait démarrer l'activité économique. Mais à partir du moment où on est rendu à la limite de la possibilité forestière, c'est ce qui arrive avec les concessions forestières. Là, on commence à avoir une autre partie. Je pense que notre problème à l'heure actuelle, c'est qu'on a beaucoup de difficulté à briser le lien qu'on a créé entre l'usine et la forêt. Ça a fait stagner notre industrie et amené le ministre dans une situation d'inconfort. S'il ne donne pas du bois à une usine, il se fait accuser de faire perdre des jobs. Il n'y en a plus de bois à donner. Ce qu'on a vécu, de la fin des concessions forestières jusqu'à la Commission Coulombe, c'est essentiellement ça : le ministre a demandé à ses fonctionnaires de trouver tous les moyens possibles pour donner plus de bois et aller couper un ruban. Et là, c'est un héros, il crée des jobs, la vie est belle. Mais pour faire ça, on a triché. On a été optimiste sur les rendements, on est allé plus loin le chercher, on a agrandi les superficies productives et on n'a pas fait de réserves. Un moment donné, il ne restait même plus 2 % des terres publiques qui n'étaient pas allouées.

« Je pense que notre problème à l'heure actuelle, c'est qu'on a beaucoup de difficultés à briser le lien qu'on a créé entre l'usine et la forêt »

SHFQ: À quel moment ?

A.D.: Au moment de la crise. De Desjardins, de la Commission Coulombe. Dans ces conditions-là, le pouvoir du ministre de décider qui va avoir le bois, c'est plus une malédiction qu'un pouvoir. D'où ma proposition à la Commission Coulombe et dont je maintiens la validité : créons un marché pour la matière ligneuse entre la forêt et l'usine. Je ne suis pas dogmatique sur la façon de le créer, mais il faut que, progressivement, on fasse cette séparation-là. Pas dans l'objectif que le ministre a mis de l'avant dans son Livre vert, qui a l'air d'être de pouvoir établir le vrai prix pour le bois de la forêt publique. Ce n'est pas ça la question. Le véritable objectif, c'est que les usines les plus compétitives soient capables de s'approprier plus de bois et que les canards boiteux meurent. Le problème, c'est qu'on n'accepte pas que nos canards boiteux meurent. On souffre de ce que j'appelle la « tricofilite » ou, pour être plus contemporain, je pourrais parler de la MIL Davie qui vient d'avoir besoin d'un autre prêt à long terme, d'une autre subvention. On est peut-être mieux de faire autre chose avec notre argent. En s'imaginant que s'occuper des gens, c'est sauver leurs jobs, on fait fausse route. Dépensons de l'argent pour une transition de carrière, pour un meilleur BS à la limite, c'est aussi efficace que de perdre des millions dans des projets qui ne vont nulle part. Connaissez-vous beaucoup de maréchaux-ferrants ? Quand, au siècle dernier, le cheval était le principal moyen de locomotion, il y avait un spécialiste pour ferrer les chevaux à tous les coins de rue. Il en reste trois ou quatre parce qu'il y a encore des chevaux d'équitation. Est-ce qu'on les a subventionnés pour qu'ils restent en vie quand il n'y avait plus d'ouvrage ?

SHFQ: Comment ça touche l'industrie forestière ?

A.D.: Regardez le papier journal. La demande, pour toutes sortes de raisons, a diminué. Mais on essaye de faire marcher nos vieilles machines à papier journal pour faire quelque chose qu'elles sont capables de faire. Nos entreprises, qui n'ont jamais été habituées à se battre pour avoir de la matière première,

disent au ministre : « Donne-moi plus de fibres, je vais être capable de faire mon papier moins cher et de maintenir quelques jobs. » C'est un cul-de-sac. Regardons ça sous un autre angle ; les entreprises qui sont le moins dans le trouble sont celles qui n'ont pas de garantie d'approvisionnement. Elles achètent leur approvisionnement sur le marché, soit des scieurs, des dérouleurs.... Cascades, dans toute son histoire, a eu une garantie d'approvisionnement pour une seule usine. Est-ce que Cascades est une compagnie qui est dans le pétrin comme Abitibi qui a quasiment la moitié des superficies à elle ? La tendance est là. Quand j'ai fait la recherche pour le papier que j'ai présenté à l'Institut économique de Montréal l'an dernier, c'était clair : la fréquence des fermetures d'usines était trois à quatre fois plus élevée pour celles qui bénéficiaient d'une garantie d'approvisionnement du gouvernement. Ça n'est pas une preuve, mais ça me convainc que pour maintenir la compétitivité d'une entreprise, pour qu'elle soit obligée de fuir en avant, il faut un contexte. Et c'est au gouvernement de le créer. Ce que l'histoire forestière nous dit, c'est que le gouvernement ne l'a pas fait. On a laissé faire l'industrie faire beaucoup d'argent, mais sur la base de situations excessivement sécurisées et tout le monde a dormi sur la switch. On accuse les gestionnaires d'être incompetents. Ils ne sont pas incompetents, ils ont été gâtés. Et là, il est trop tard pour les faire changer. C'est comme si on demandait à quelqu'un qui est en train de se noyer ce qu'il veut pour souper. Il s'en fout, il veut de l'oxygène. C'est là qu'ils sont, dans leur marge de crédit. Ce qui les intéresse, c'est de sortir du trou. À mon avis, la vague de fermetures n'est pas finie. Et la situation est là même dans d'autres provinces et dans certains États.



Lancement de la Semaine de l'arbre et des forêts, domaine Cataract, 1999.

SHFQ: Si on remonte il y a quarante ans, qu'est-ce qui était différent ?

A.D.: Le marché était développé à tour de bras, on n'avait pas de problème. Même quand on a eu la première crise à la fin des années 1970, le marché était suffisamment en croissance pour que les deux paliers de gouvernement, qui ont donné un milliard et quart en subventions — c'était beaucoup d'argent dans ce temps-là —, disent : « Vous allez moderniser, mais vous n'avez pas le droit de réduire le nombre de jobs. » Qu'est-ce qu'on a fait ? On a produit plus. L'argent a servi à augmenter la productivité, à être plus compétitif, et le marché absorbait tout. Quand on a révoqué les concessions pour donner sa part à l'industrie du sciage, l'industrie du sciage avait accès au marché américain. C'est 85 % de la production qui allait au marché américain ! La querelle sur le bois d'œuvre vient essentiellement du fait qu'on était bon — et qu'on est encore bon — pour faire du sciage et qu'on était capable de leur livrer dans leur cour moins chère qu'eux autres. Et ils s'en sont aperçus, parce qu'on en avait trop ! Si on avait été tranquillement et qu'on avait pris 10 % du marché... mais on est arrivé à 30 % et ils sont devenus protectionnistes. Si on avait acheté le bois sur le marché, leur argument à l'effet que notre industrie est subventionnée n'aurait pas tenu.

SHFQ: Quand a été la cassure ?

A.D.: À la fin des années 1980. On a augmenté la récolte et développé le sciage en fou pour sauver des jobs — toujours le même problème —, on s'est fait voler dix ans de bois par la tordeuse, ça fait qu'on bûchait 25 % plus de bois que la possibilité. En Gaspésie et en Abitibi, il y a plusieurs usines qui ont fermé quand on a réduit la récolte. Mais on n'a pas encore réduit assez parce que les gouvernements ont tous le même problème : ils ne veulent pas être ceux qui vont fermer les usines.

SHFQ: Un autre aspect de votre travail est lié à l'environnement. Au début, vous deviez être perçu un peu comme un extraterrestre ?

A.D.: Il y a une pyramide dans les besoins des gens. En bas, ça prend de l'air, de l'eau, de la nourriture. En haut, c'est des besoins plus évolués. Les gens plus riches, les gestionnaires de compagnies, sont habituellement en

haut. Et c'est surprenant de voir comment les conseils d'administration et les présidents de compagnie pensaient à l'environnement depuis longtemps. Sauf qu'il n'y avait pas suffisamment de pression sociale et, autant ils étaient capables de comprendre quand je leur disais qu'il fallait faire quelque chose ici et arrêter de faire quelque chose là, autant ils n'avaient pas de motivations économiques de le faire. C'est venu progressivement. Dans les années 80, le barrage est devenu plein et l'eau a commencé à passer par-dessus.



Scrum à Trois-Rivières, en 1987, lors d'une tournée pour faire valoir la position de l'AIFQ sur le projet de loi 150, l'ancienne Loi sur les forêts.



Marcel Pinard, ing. f., chef forestier, CIP; André Duchesne; Jean Paquet, ing. f., chef forestier, Consolidated-Bathurst; Henri Geoffrion, ing.f., v.-p. foresterie, Kruger.

SHFQ: De quoi étaient-ils conscients ?

A.D.: Dans la forêt, ils étaient conscients qu'ils n'avaient pas le droit de détruire les autres espèces. Ils étaient ouverts à des façons de récolter plus écologiques. Mais, en même temps, c'est la période où ils ont manqué de main-d'œuvre et fait entrer les grosses machines... Ils étaient pris entre deux feux et leur performance n'a pas été « vargeuse », on s'entend là-dessus. Quand j'ai opéré à Forestville, une des machines avait des roues de dix pieds de haut et quand ça avait passé dans un terrain un peu mou, j'ai rasé de me noyer dans une ornière, une nuit, en allant vérifier les opérations. Il y avait six pieds d'eau. Ça maganait le terrain un peu... Mais il n'y avait personne pour bûcher. Ou ils fermaient les usines, ou ils faisaient rentrer les machines disponibles à ce moment-là. Aujourd'hui, les machines ont évolué, ça ne touche quasiment plus à terre. Des fois, on a de la misère à voir que ça a passé, tout ce qu'on voit, c'est des souches. Il y a eu une grosse évolution là-dessus. Ça prend du temps, ça s'est fait partout dans le monde en même temps.

SHFQ: Et dans les pâtes et papiers ?

A.D.: Dans les usines de pâtes et papier aussi, les gens étaient conscients que ça polluait. Mais, c'est au moment où ils ont compris ça qu'ils ont commencé à manquer d'argent. Quand on a commencé à discuter de la réglementation sur les affluents des papetières, je me souviens d'une réunion d'un conseil d'administration où je leur expliquais jusqu'où il fallait aller...

SHFQ: En quelle année ?

A.D.: En 1984-1985. J'avais sept ou huit présidents de compagnie en avant de moi. Un a dit : « Si on fait ça, je ferme deux usines. » Et, à la fin, il a voté pour. Et il s'est débattu comme un diable dans l'eau bénite pour ne pas les fermer. L'industrie était non seulement consciente du problème, mais acceptait qu'il fallait le corriger.

SHFQ: Et, comment expliquez-vous que, même à l'époque, l'industrie passe toujours pour le méchant, qu'on ne lui reconnaît pas cette prise de conscience ?

A.D.: Il y a une partie du problème qui vient que l'industrie, à l'origine, c'était anglophone. Alors, il y avait, mettons, un problème de communication... C'est toujours de grosses compagnies et, à cette époque, c'était à peu près 60 % de propriété canadienne, pis même là, c'était perçu eux versus nous, eux étant les méchants et nous, les bons. L'industrie a certainement fait des gaffes de communication. Même aujourd'hui, regardez, quelles sont les compagnies que vous voyez à la télévision ? On voit Cascades qui parle de ses essuie-tout environnementaux... Par contre, on a Bombardier, qui est pratiquement constamment là, qui parle de fierté, pas de ses problèmes... L'aluminium a toujours été là. C'est au moins aussi polluant que l'industrie forestière, mais leur perception est beaucoup moins négative. Hydro-Québec est partout, sa perception est généralement positive et, pourtant, Hydro-Québec a affecté l'environnement de manière importante. Quand on a eu la crise de Richard Desjardins, j'ai eu le mandat d'embaucher des experts en gestion de crise. Les experts ont dit : « Voici ce que vous devez faire. » Les décideurs de l'industrie ont dit : « Non, on ne fait pas ça. Embauche un autre consultant. » L'autre consultant a dit la même chose, ils ont dit : « On ne fait pas ça. » C'est sûr que quand on est gros, quand on perturbe, on fait des choses qui sont difficiles à comprendre. Moi, je pense que Desjardins n'a jamais rien compris au calcul de la possibilité forestière. C'est bien évident que si la croissance est moitié moindre dans le Nord, qu'il faut en prendre deux fois plus grand pour avoir la même quantité de bois... Mais l'équilibre va se faire pareil, si on fait les calculs comme du monde. Dans la loi, en 1989 — j'ai travaillé là-dessus et j'en suis fier —, on refait les calculs chaque cinq ans et on corrige. C'est sûr qu'on va zigzaguer, mais on zigague dans la bonne direction.

« Le nœud du problème, c'est que notre industrie investit moins dans la recherche que ses concurrentes »

SHFQ: Quand vous étiez aux études, y avait-il une différence entre ce qui s'enseignait à Québec et à Syracuse ? Une différence de philosophie, d'approche ?

A.D.: Rien de dramatique. Ici, on parlait d'aménagement polyvalent, là-bas, j'ai suivi un cours sur l'économie forestière avec des cours obligatoires

sur les différents usages de la forêt et la cohabitation des différentes ressources et des utilisateurs. Déjà à ce moment-là — je n'étais pas le premier à aller à Syracuse —, il y avait une certaine communion de pensée. Il y avait aussi le sentiment que les Scandinaves, particulièrement les Suédois, avaient les réponses à toutes les questions. Et il y a eu une mode de visites industrielles en Suède pour aller voir comment ils faisaient ça. On n'a pas fait les erreurs des Scandinaves. Les Scandinaves ont commencé à faire de la sylviculture quand leur industrie de la sidérurgie a fait disparaître leur forêt. Il n'y en avait plus d'arbres, littéralement. Ils avaient tout bûché, ils avaient besoin de copeaux de bois pour la sidérurgie, il n'y en avait plus. Ils ont décidé de faire de la sylviculture. Nous, en 1989, on avait encore des arbres à tour de bras. Il aurait fallu continuer à bûcher à 25 % de trop jusqu'en 2010 pour arriver comme étaient les Scandinaves en 1900. Eux autres, ils ont fait des plantations en monoculture à tour de bras, nous, on n'a jamais fait ça, malgré ce qu'en disent certains environmentalistes. Et ceux qui ont essayé, ils n'ont pas essayé longtemps. Ils se sont rendu compte que ça ne marchait pas. Non seulement ce n'était pas écologique, mais ce n'était pas économique non plus. Il y a des changements moins radicaux qu'on a pu faire en jouant sur la transition des essences pour avoir ce qu'on veut, sans que ça perturbe trop l'environnement. Ça, ça s'est fait plus souvent, j'en conviens. Mais, enrésiner le Québec comme on a accusé l'industrie de faire, c'est un mythe.

SHFQ : Êtes-vous confiant pour l'avenir de la forêt ?

A.D. : On va avoir quelque chose, mais ce n'est pas ce qu'on avait. L'importance de l'industrie forestière dans l'économie du Québec, elle va décliner. C'est sûr. Ça ne disparaîtra pas, mais les créneaux seront plus petits. Le nœud du problème, c'est que notre industrie investit moins dans la recherche que ses concurrentes. Ce qui nous sauve, c'est que personne ne peut garder secret longtemps un nouveau procédé. Ça fait longtemps qu'on n'a pas eu une innovation québécoise qui a fait le tour du monde. On a eu le procédé de mise en pâte thermomécanique. Tout le monde pense que ça a été inventé en Suède, mais ça a été inventé au Québec. On a eu le premier papier journal imprimable en couleurs, à Trois-Rivières.

SHFQ : Le mot de la fin ?

A.D. : Si on regardait l'histoire forestière, pas seulement au Québec, mais en Europe en particulier, on aurait beaucoup moins de crainte de créer un marché du bois et d'isoler notre forêt et nos usines. En France, en Italie, en Espagne, c'est comme ça que ça marche. La France récolte pratiquement la même chose, le même volume de bois que le Québec. OK, ils n'ont pas le même climat et ce ne sont pas les mêmes essences, mais, comprenons-nous bien, des terres publiques, il n'y en a pas beaucoup et le bois, il est vendu aux usines. Et les usines fonctionnent. Ça donne une industrie de la sylviculture et une industrie de la transformation. Le problème ici, c'est que les gens de la transformation, ils ne viennent pas de la forêt, ils viennent de la finance, de la comptabilité, de l'administration. Ce ne sont pas des forestiers. Quand on a des gens qui sont au plus haut niveau et qui viennent du milieu forestier, ils peuvent teinter les décisions. Mais, ils ne sont pas nombreux. Ils sont rarissimes.